

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 01717

Numéro SIREN : 444 330 781

Nom ou dénomination : ALDI MARCHE

Ce dépôt a été enregistré le 10/07/2019 sous le numéro de dépôt 10606



ALDI MARCHE S.A.R.L.

à Ablis

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2018

COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris

155, Bd Haussmann - 75008 Paris

Tél. : +33 (0)1 43 59 33 88 - Fax : +33 (0)1 45 63 93 59

SAS au capital de 100 000 €

An independent member firm of

MOORE STEPHENS
INTERNATIONAL LIMITED



AUDIT

Paris, le 28 mai 2019

A l'Associé unique

ALDI MARCHE
Société à Responsabilité Limitée
Ablis

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI MARCHE S.A.R.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

**Responsabilités
de la direction et
des personnes
constituant le
gouvernement
d'entreprise
relatives aux
comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

**Responsabilités
du Commissaire
aux comptes
relatives à
l'audit des
comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par



Andreas Johst
Associé



Yann Goineau
Associé

Annexes

Les comptes annuels sont numérotés de la page C1 à la page C16

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	67 251	64 472	2 779	400 247
Fonds commercial	12 965 614	1 325 676	11 639 938	11 866 501
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	13 032 865	1 390 148	11 642 717	12 266 748
Terrains				
Constructions	15 346 171	8 708 234	6 637 938	7 417 522
Installations techniques, matériel	7 367 584	5 924 154	1 443 430	1 504 532
Autres immobilisations corporelles	29 221 687	20 521 047	8 700 640	8 170 463
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	51 935 442	35 153 434	16 782 008	17 092 518
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	631 499		631 499	635 068
TOTAL immobilisations financières	631 499		631 499	635 068
Total Actif Immobilisé (II)	65 599 806	36 543 582	29 056 223	29 994 333
Matières premières, approvisionnements	488 033		488 033	364 679
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 467 807	88 126	15 379 682	15 739 251
TOTAL Stock	15 955 840	88 126	15 867 715	16 103 931
Avances et acomptes versés sur commandes	5 300		5 300	14 568
Clients et comptes rattachés	524 308	55 189	469 119	280 684
Autres créances	10 606 348		10 606 348	3 695 501
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	11 130 656	55 189	11 075 466	3 976 185
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	516 722		516 722	584 860
TOTAL Disponibilités	516 722		516 722	584 860
Charges constatées d'avance	852 713		852 713	863 653
TOTAL Actif circulant (III)	28 461 232	143 315	28 317 917	21 543 196
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	94 061 037	36 686 897	57 374 140	51 537 530

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :14 000 000,00)	14 000 000	14 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves		
Report à nouveau	-291 324	-127 581
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 821 554	-5 663 743
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	748 185	784 099
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	8 635 306	8 992 775
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	1 355 316	921 352
Provisions pour charges	2 768 838	2 772 111
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	4 124 153	3 693 463
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 705 493	2 931 242
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	6 366	7 293
TOTAL Dettes financières	4 711 859	2 938 535
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 126 069	25 293 533
Dettes fiscales et sociales	6 951 863	6 556 942
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	425 334	178 213
Autres dettes	399 555	3 884 069
TOTAL Dettes d'exploitation	39 902 821	35 912 756
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	44 614 680	38 851 291
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	57 374 140	51 537 530

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	266 819 152		266 819 152	258 494 577
Production vendue biens	197 796		197 796	331 509
Production vendue services	1 061 093		1 061 093	1 062 249
Chiffres d'affaires nets	268 078 041		268 078 041	259 888 335
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			818 646	767 440
Autres produits			519 167	221 479
Total des produits d'exploitation (I)			269 415 854	260 877 254
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			202 499 101	198 634 875
Variation de stock (marchandises)			329 021	-64 574
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			986 700	592 676
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-123 353	108 889
Autres achats et charges externes			33 477 077	31 388 109
Impôts, taxes et versements assimilés			3 413 432	3 209 296
Salaires et traitements			20 229 558	19 669 400
Charges sociales			6 527 181	6 043 310
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	3 671 500	3 885 260
		Dotations aux provisions	226 563	244 985
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	143 315	93 566
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	970 916	761 352
Autres charges			2 259 598	1 760 946
Total des charges d'exploitation (II)			274 610 608	266 328 089
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-5 194 755	-5 450 836
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			32 745	46 793
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			32 745	46 793
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			434	4 456
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			434	4 456
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			32 312	42 337
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-5 162 443	-5 408 498

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	626 781	216 274
Produits exceptionnels sur opérations en capital	197 017	122 106
Reprises sur provisions et transferts de charges	212 274	144 946
Total des produits exceptionnels (VII)	1 036 072	483 326
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	29 272	4 712
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	98 036	163 259
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 567 875	570 600
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 695 183	738 571
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-659 111	-255 245
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	270 484 671	261 407 373
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	276 306 225	267 071 116
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-5 821 554	-5 663 743

ALDI MARCHE S.A.RL

ZAC de la porte de l'Île de France-rue des Antonins 78660 Ablis

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2018 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammarville en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI MARCHE SARL a fermé 5 magasins, pour un total de 73 magasins exploités au 31 décembre 2018. En outre :

- 2 magasins ont fait l'objet d'un transfert ;

Il a également été décidé d'augmenter puis de diminuer le capital de 5 500 000€ afin d'amortir les pertes comptables

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le Plan Comptable Général et le Code de Commerce (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat**1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN**2.1 Actif immobilisé****2.1.1 Valeurs brutes**

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 11 640 K€, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail	267		267
Fonds de commerce acquis	1 154	555	599
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle	11 545	771	10 774
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC			
Total	12 966	1 326	11 640

2.2 Actif circulant**2.2.1** Stocks

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre 2018 K€	31 décembre 2017 K€
Marchandises	15 468	15 797
Combustible	290	159
Emballages	81	101
Fournitures consommables	117	105
Total	15 956	16 162

Une dépréciation de stock de marchandises à hauteur de 88K€ a été constatée en 2018.

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre 2018 K€
Loyers et charges locatives	662
Autres	191
Total	853

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre 2018 K€
Factures à établir	
Fournisseurs – avoirs à recevoir	996
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Remboursement TIPP 2 ^{ème} semestre 2018	46
Divers – produits à recevoir	
Total	1 042

2.5 Capitaux propres**2.5.1** Capital social

Le capital social, d'un montant de 14 000 000 euros, est composé de 70 000 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre 2017	8 992,77
Variation des provisions réglementées	-35,92
Dividendes versés	
Augmentation/ réduction du capital social	5 500
Résultat de l'exercice	-5 821,55
Capitaux propres au 31 décembre 2018	8 635,30

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 540 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 491 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 49 K€.

Les provisions pour impôts différés d'un montant total de 2 772 111 euros sont issues d'apports partiels d'actifs intervenus le 1^{er} avril 2005 et le 1^{er} février 2007.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre 2018 K€
Intérêts courus à payer	
Factures non parvenues	25 576,24
Provisions pour congés payés	1 689,44
Provisions primes inventaires / intéressement	246,54
Taxe apprentissage	221,24
Provisions charges sociales sur CP / intéressement	714,05
Organic	393,97
Tascom	670,00
CFE	50,40
Solde CVAE	28,34
Taxe Eco Folio	130,16
Taxe Pub	37,42
Taxe Val'hor	9,50
Fournisseurs de Taxes	689,03
TVTS	18,09
Taxe Alcool	285,52
Divers – charges à payer	399,56
Total	31 159,50

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre 2018 K€	31 décembre 2017 K€
Ventes de marchandises	266 819	258 495
Refacturations diverses - biens	198	331
Refacturation diverses - services	1 061	1 062
Total	268 078	259 888

3.2 Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

En tant qu'entité soumise à l'impôt sur les sociétés, la société est éligible au CICE. A ce titre, un crédit d'impôt de 1 001 K€ a été comptabilisé au compte de résultat pour l'exercice 2018. Conformément aux préconisations de l'Autorité des normes comptables, ce crédit d'impôt a été comptabilisé en diminution du poste « charges sociales ».

3.3 Résultat financier

	K€
Produits financiers	32,74
Escomptes reçus	32,74
Produits d'intérêts financiers	
Autres produits financiers	
Charges financières	-0,43
Charges d'intérêts financiers	
Autres charges financières	-0,43
Résultat financier	32,31

3.4 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	1 036,07
Sur opération de gestion	626,78
Reprises sur amortissements dérogatoires	115,16
Autres reprises de provisions exceptionnelles	97,12
Produits de cessions d'immobilisations	99,50
Produits exceptionnels divers	97,51
Charges exceptionnelles	-1 695,18
Sur opération de gestion	-29,27
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-1 340,88
Dotations aux amortissements dérogatoires	-79,25
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	-233,78
Charges exceptionnelles diverses	-12,00
Résultat exceptionnel	-659,11

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

3.5 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.5.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

NEANT

3.5.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (31%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	748,19	231,94
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	- 393,97	-122,13
Tascom	- 670,00	-207,70
Total	-315,78	-97,89

3.6 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	104,24
Indemnités d'assurance	28,61
Total	132,85

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1** Effectif moyen

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	107,12
Agents de maîtrise	121,83
Employés	511,49
Total	740,44

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1** Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	834,00
Non cadres	748,37
Total droits cumulés	1 582,37

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1,84% et d'un taux d'actualisation de 0,56%, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

NEANT

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements donnés	
Cautions accordées	
Garanties données	
Engagements donnés à l'égard d'entités liées	
Total	

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	241,81
Garanties bancaires reçues	275,45
Total	517,26

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement	(I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	13 480 059		5 057
	Terrains	Dont composants			
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		14 400 484		702 884
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions		1 235 514		1 404
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 266 820		462 704
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		23 053 592		3 075 730
	Matériel de transport		3 456 839		0
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 909 013		141 289
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)		51 322 263		4 384 012
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		635 068		4 406
	TOTAL (IV)		635 068		4 406
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		65 437 390		4 393 475

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
			Virement	Cession		
	Frais d'établissement et de développement	(I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		452 252	13 032 865	
	Terrains					
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			881 266	14 222 101	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			112 848	1 124 070	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			361 940	7 367 584	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			1 857 648	24 271 675	
	Matériel de transport			421 121	3 035 718	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			136 008	1 914 294	
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL (III)			3 770 833	51 935 442	
	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières			7 975	631 499	
	TOTAL (IV)			7 975	631 499	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			4 231 059	65 599 806	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		62 194	2 278		64 472		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	6 897 880	897 081	439 865	7 355 096		
	Installations générales, agencements	1 223 482	7 609	111 733	1 119 358		
Installations techniques, matériels et outillages		5 762 288	512 390	350 524	5 924 154		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	16 397 437	1 882 157	1 465 979	16 813 615		
	Matériel de transport	2 299 064	235 589	387 090	2 147 563		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 552 481	134 395	127 007	1 559 869		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		34 132 632	3 669 222	2 882 199	34 919 655		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		34 194 825	3 671 500	2 882 199	34 984 127		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport	79 246			115 161			-35 914
Mat bureau							
Emball.							
CORPO.	79 246			115 161			-35 914
Acquis, de titres							
TOTAL	79 246			115 161			-35 914
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	784 099	79 246	115 161	748 185
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	784 099	79 246	115 161	748 185
Provisions pour litige	532 000	113 000	77 000	568 000
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	2 772 111	0	3 274	2 768 838
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	389 352	857 916	459 952	787 316
TOTAL (II)	3 693 463	970 916	540 225	4 124 153
Provisions sur immobilisations incorporelles	1 151 118	226 563	52 004	1 325 676
Provisions sur immobilisations corporelles	97 114	233 779	97 114	233 779
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	57 577	88 126	57 577	88 126
Provisions sur comptes clients	35 989	55 189	35 989	55 189
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	1 341 798	603 657	242 684	1 702 770
TOTAL GENERAL (I + II + III)	5 819 360	1 653 819	898 070	6 575 109
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 340 793	685 796	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		313 026	212 274	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts			631 499		631 499
Autres immobilisations financières					
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			631 499		631 499
Clients douteux ou litigieux			101 035	101 035	
Autres créances clients			423 273	423 273	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			18 562	18 562	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		525 664	525 664	
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts		46 086	46 086	
	Etat - divers				
Groupes et associés			7 783 068	7 783 068	
Débiteurs divers			2 232 967	2 232 967	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			11 130 656	11 130 656	
Charges constatées d'avance			852 713	799 020	53 693
TOTAL DES CREANCES			12 614 868	11 929 676	685 192
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			4 705 493	4 705 493	
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers			6 366		6 366
Fournisseurs et comptes rattachés			32 126 069	32 126 069	
Personnel et comptes rattachés			1 940 759	1 940 759	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			2 146 474	2 146 474	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		552 197	552 197	
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts		2 312 433	2 312 433	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			425 334	425 334	
Groupes et associés			399 555	399 555	
Autres dettes					
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES			44 614 680	44 608 314	6 366
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques	
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

ALDI MARCHE
Société à Responsabilité Limitée au capital de 14.000.000 d'euros
Siège Social : Zone d'Activité de la Porte de l'Ile de France
78660 Ablis
444 330 781 RCS Versailles

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 JUIN 2019

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître une perte nette comptable de 5.821.554 euros, décide de l'affecter en totalité au compte « Report à Nouveau » qui s'élèvera ainsi à un montant débiteur de 6.112.878 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Pour copie certifiée conforme
La Gérance

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' shape followed by a horizontal stroke and a small loop at the end.